

Déclaration liminaire de l'Unsa Education

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les membres de la FS du CSASD.

L'Unsa-Education a publié les résultats du baromètre des métiers annuel ce mois de septembre.

Celui-ci donne un état d'esprit du corps enseignant et de tous les personnels de l'éducation depuis 12 ans, avec près de 50 000 répondants cette année. Parmi les répondants il y a des enseignants, des chefs d'établissements, des administratifs, des infirmières ou encore des médecins scolaires.

Ce qui ne varie pas au fil des années c'est que 92% des enseignants aiment leur métier quel que soit leur ancienneté. Cependant, exercer devient de plus en plus difficile. Près de trois quarts des personnels de l'éducation estiment que leurs conditions de travail ne sont pas satisfaisantes et c'est 14 points de plus qu'en 2017. Les deux tiers des répondants estiment qu'ils ne ressentent ni respect, ni reconnaissance, ce qui correspond à une hausse de 10 points en 7 ans. Le métier est trop dur mentalement ou physiquement pour un tiers des répondants récemment en poste et ces derniers affirment qu'ils ne pourront exercer longtemps leur métier.

Peut-on s'étonner de ces chiffres ?

L'urgence est bien de mettre en œuvre un plan de prévention en faveur de la santé et de la sécurité au travail des personnels, en prenant en compte, à leur juste mesure, les risques psychosociaux liés à la souffrance professionnelle d'une grande part du personnel en état d'épuisement avancé.

Elle concerne tous les métiers de l'éducation : AESH, enseignants, AED, personnel de direction, administratifs etc.

Nous notons le recrutement, au niveau académique, de deux infirmières et d'un médecin de travail supplémentaire des personnels actuels. Si ces recrutements vont permettre une amélioration sensible pour les 32 000 agents, les efforts consentis restent toutefois largement insuffisants.

Les formations nécessaires mais de plus en plus imposées, ne sont plus en adéquation avec les besoins et demandes réelles du terrain malgré les évaluations d'écoles qui devraient apporter des réponses pour les formations spécifiques aux territoires. Les formations imposées ajoutent du mal-être au travail et une perte de sens.

L'inclusion à tout prix et à n'importe quel prix (manque de place en ITEP par exemple) avec une augmentation du nombre d'élèves violents sur le terrain, le manque d'AESH individualisé (eux - même violentés) engendre une maltraitance institutionnelle et encore une perte de sens et de motivation quant à notre mission première qui est l'enseignement et l'accompagnement.

Les personnels expriment de plus en plus, depuis de nombreuses années dans le baromètre des métiers de l'Unsa Education, la nécessité d'une valorisation personnelle et financière d'ailleurs confirmée par l'ex ministre démissionnaire de l'EN Mme Belloubet le 9 juillet sur France info, je cite « Il y a toujours des efforts à faire du point de vue de la rémunération. »

Pourtant la tendance de la politique actuelle va plutôt vers une répétition du « fonctionnaire bashing » par rapport au budget.

Comment rendre les métiers de l'éducation attractifs ? Comment les jeunes peuvent-ils avoir confiance dans ce système ?

Nous sollicitons de votre haute bienveillance la prise en compte de la situation réelle actuelle dans nos établissements de plus en plus en souffrance aux vues des nombreuses fiches du registre de santé et sécurité au travail dont nous sommes toutes et tous ici destinataires.

Je vous remercie.